

Selon la banque française Natixis, « POUR L'INSTANT, LA ZONE EURO EST UN ÉCHEC. » Vincent Brousseau commente cette note qui fait sensation.

[Note du 5 septembre 2018 de Patrick Artus](#), directeur de la recherche et des études de la banque Natixis.

C'est avec une amère délectation que j'ai lu la dernière note de [Patrick Artus, directeur de la recherche et des études de la banque Natixis](#), intitulée [« Pour l'instant, la zone euro est un échec »](#), datée du 5 septembre 2018.

Le titre en est frappant. Patrick Artus, qui a toujours affirmé être en faveur de l'euro, commence certes par la mention restrictive « pour l'instant », histoire d'atténuer le choc et d'éloigner les foudres toujours aux aguets de l'Inquisition européiste. Mais ce n'est qu'un subterfuge pour mieux passer aux aveux : « la zone euro est un échec ». L'économiste en chef de l'une des plus prestigieuses banques françaises s'éloigne décidément beaucoup de la propagande rageuse et primitive de la Commission européenne.

Artus n'est pas dépourvu d'une certaine honnêteté intellectuelle, ce qui, chez un européiste, vaut d'être remarqué. Il lui est arrivé de publier une note pour dire qu'il s'était trompé, [en février 2009 par exemple](#). Il faut l'admettre, ce n'est pas tellement fréquent. Dans sa note d'aujourd'hui, il ne va pas jusque-là. Mais il admet certaines choses, tout du moins sur les pans de réalité auxquels sa note se circonscrit.

Les déceptions de Patrick Artus

1. **la mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro a disparu ;**
2. **les échanges commerciaux entre les pays de la zone euro n'ont guère progressé ;**
3. **aucun miracle ne s'est produit quant aux entreprises européennes des « Nouvelles Technologies ».**

La première est une lamentation que j'ai longtemps entendue dans les couloirs et réunions de la BCE, où on l'appelle officiellement « la fragmentation des marchés [(financiers)] » ; elle consiste à dire que chaque marché financier vit sa petite vie dans ses petites frontières, ignorant superbement qu'il est en union monétaire avec ceux des pays voisins. La ligne officielle attribue cette fragmentation des marchés au démarrage des divergences Targets, puisque les banques du Nord plus aucune envie de reprêter leurs liquidités surabondantes aux banques du Sud, monnaie unique ou pas. Je pense que si on se limite à dire ça, la ligne officielle ne se trompe pas.

La deuxième s'entend parfois, quoique je ne l'aie pas particulièrement remarquée au sein de la BCE.

La troisième me paraît plus spécifique à Artus lui-même. Elle me semble révéler qu'il existe encore chez l'économiste en chef les restes d'un rêve ancien d' « Europe-puissance », assez courant chez les européistes de la première heure.

Tristesses et désillusions

À mon avis, ces tristesses et désillusions proviennent de deux croyances qui ont hélas toujours cours dans le camp pro-européen.

La première illusion est que l'union monétaire serait une union réelle, ce qu'elle n'est pas vraiment.

La deuxième serait que la floraison technologique, et plus généralement la puissance, serait une fonction de la seule taille du PIB, ce qui n'est pas vraiment le cas non plus.

On comprend cependant que l'européiste aime ces croyances, étant donné qu'elles servent à fonder une bonne partie de leur argumentaire standard.

Que l'union monétaire ne soit pas réelle, on le comprend dès lors que l'on sait que l'euro n'est pas une "monnaie unique", ni une "monnaie commune", mais un simple faisceau de monnaies homonymes liées

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
par un cours de change forcé. Chose essentielle que l'UPR enseigne depuis des années mais que l'écrasante majorité des décideurs politiques, des fonctionnaires et des journalistes n'a toujours pas compris, pour ne pas parler de la population générale.

Un européiste dira facilement que ce ne serait là qu'un point de détail technique et une querelle byzantine à l'usage des seuls intellectuels "populistes", et qu'une telle distinction n'aurait pas d'influence sur la réalité.

Malheureusement, elle a bien une influence sur la réalité, puisque c'est de là que provient ce que l'on appelle le risque de "redénomination", qui affecte bel et bien les taux d'intérêts au sein des différents marchés dont le patchwork constitue la zone euro. L'existence dudit risque est reconnu par la BCE non seulement en interne, mais encore en public, comme on le constate par exemple dans une [étude de la BCE signée de Roberto De Santis d'avril 2015](#). On peut aussi rappeler que [François Asselineau en avait remarqué la présence dans un discours de Draghi tenu en juillet 2012](#).

Or ce risque affecte les taux d'intérêts. Et il est bien clair que deux pays ayant des structures différentes de taux d'intérêt n'ont pas spécialement de facilité à construire un "marché commun", ou "unique". **Puisque l'union monétaire est fictive, l'avantage qu'elle est censée apporter est lui aussi évidemment fictif.**

Quant à la floraison technologique, et plus généralement la puissance, si elles dépendent évidemment de la puissance de l'économie, il serait naïf de supposer qu'elles en dépendent linéairement. Atteindre un certain seuil de PIB est nécessaire mais pas suffisant. Dépasser ce seuil de PIB n'apporte pas d'avantage vraiment déterminant.

Ainsi, durant la période 1850-1914, le sommet de la technologie humaine était occupé, avec arrogance et fierté, par l'Angleterre. Mais l'économie de ce pays était bien plus petite, déjà, que celle des États-Unis – sauf à considérer le PIB de l'ensemble de l'Empire Britannique, ce qui serait un peu malhonnête puisque les avancées technologiques se faisaient bien dans l'île pluvieuse et non pas en Inde ou à Sydney.

De nos jours, certaines technologies pour lesquelles l'Occident payerait fort cher ont été développées non pas dans les gigantesques économies de marché américaine et européennes, mais dans un pays dont la taille économique se compare plutôt à celle d'un pays de l'UE comme la seule France ou la seule Italie : je parle ici de la Russie qui a développé toute seule, par exemple, la technologie d'aller et de venir entre la Terre et la station spatiale internationale, ou bien la technologie de doter les missiles de propulsion nucléaire.

Considérons aussi la Suisse, qui est un leader de plusieurs domaines technologiques, et dont l'économie a une taille fort réduite par rapport à celle de ses trois plus gros voisins, et *a fortiori* par rapport à celle des États-Unis, du Japon, de la Chine.

Considérons encore la France qui, lorsqu'elle était libre et souveraine, et dirigée par des gouvernants qui croyaient en notre pays et non pas en sa destruction, a produit la Caravelle, Ariane, le TGV, la technologie de la simulation qui permet aujourd'hui de se passer des essais nucléaires, et tant d'autres fleurons qui sont maintenant vendus à l'encan par ceux-là même qui aiment à taxer les Français de "fainéants" et d'incapables !

Croire que le simple fait de créer un marché géant de consommateurs permettrait de devenir *ipso facto* le roi des technologies de point relève de la pensée magique la plus primitive, et à prendre ses désirs pour des réalités.

Conclusion : pour Natixis, l'après-euro reste "*terra incognita*".

Pour conclure, il faut souligner que **la note d'Artus ne s'aventure absolument pas dans les "*terra incognita*" (comme les géographes du XVIIIe siècle désignaient les zones de la planète non encore découvertes et cartographiées) de l'après-euro.**

À la différence de l'UPR, qui explique depuis onze ans qu'il faut admettre que l'euro n'est pas viable sur long terme et que la France et l'Europe en seront tôt ou tard libérés, Patrick Artus, malgré sa relative audace, semble frappé de cécité sur cet avenir-là.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
On ne s'en étonnera pas, puisqu'il semble espérer, avec le « pour l'instant » de son titre, qu'il n'y aura pas d'après-euro, tout comme les géographes espéraient mordicus - avant les voyages de James Cook - qu'ils finiraient bien par trouver une "Terre Australe", nettement plus grande encore que l'Australie et couvrant une large partie du Pacifique sud.

Reste que les notes de Patrick Artus qui seront produites après l'euro, ou après la sortie de l'euro par notre pays, revêtiront un intérêt particulier.

Vincent Brousseau

Responsable national de l'UPR

en charge des questions monétaires et de l'instauration de l'euro.

6 septembre 2018

Analyse relue et illustrée par François Asselineau

Datant du début du XVIIIe siècle (mais complétée par nos soins...), cette carte représente la seule partie découverte des côtes de l'Australie et d'un morceau de la Nouvelle-Zélande. L'espace laissé en blanc représente la "terra incognita", baptisée ici "Terre Australe". Il a fallu attendre les expéditions du navigateur britannique James Cook, à partir de 1768, pour que les géographes découvrent que la "Terre Australe" n'existait pas et que l'Australie était séparée de la Nouvelle-Zélande par la Mer de Tasmanie, de la Terre de Van Diemen (Tasmanie) par le détroit de Bass, et de la Nouvelle-Guinée par la Mer de Corail et la Mer d'Arafura. **Telle James Cook révélant au monde que la "Terre Australe" - plus grande encore que l'Australie et couvrant une large partie du Pacifique sud - était une chimère qui n'existait pas, l'UPR explique depuis onze ans qu'une monnaie unique européenne durable est une chimère qui ne peut pas exister et que, tôt ou tard, l'avenir de la France et de l'Europe se fera sans l'euro.**